

18 septembre 2015

**Déclaration de la Conseillère à la sécurité nationale Susan E. Rice sur la situation  
au Burkina Faso**

Les États-Unis condamnent, dans les termes les plus forts, la prise inconstitutionnelle du pouvoir par des éléments du Régiment de Sécurité Présidentielle au Burkina Faso. Nous appelons les parties responsables à relâcher immédiatement ceux qui sont détenus, demandons aux forces en présence de démissionner, à respecter le droit des civils à se rassembler pacifiquement et à remettre le Burkina Faso sur le chemin d'élections présidentielles en octobre.

Nous continuons d'évaluer les faits au fur et mesure que la situation se clarifie. Nous sommes profondément déçus que les actions égoïstes d'un petit nombre menacent l'opportunité historique qu'a le peuple du Burkina Faso de voter et de construire un nouvel avenir pour le pays. Il y a près d'un an de cela, une large coalition s'est rassemblée au Burkina Faso pour rejeter les tentatives de l'ancien président de prolonger de façon illégitime la durée d'exercice de ses fonctions. Ils ont exigé le respect de la Constitution et la possibilité de changer leur gouvernement au travers d'un processus légitime. Ces efforts courageux pour faire avancer la démocratie burkinabè ne doivent pas être inachevées, et les États-Unis se tiennent aux côtés du peuple du Burkina Faso en rejetant ce recul démocratique.

Les États-Unis continueront à travailler avec nos partenaires, y compris la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, pour parvenir à une résolution pacifique. Nous allons reconsidérer notre aide étrangère au Burkina Faso, en fonction de l'évolution des événements.